

**CENTRE SOCIAL ET CULTUREL HAUTÉPIERRE
4 avenue Tolstoï
67200 STRASBOURG**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons ainsi vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices, et validé les assertions d'exhaustivité et de séparation sur les subventions d'exploitation, les concours publics et les autres contributions financières accordées à l'association.

Les postes subventions d'exploitation, concours publics, dons et autres contributions financières accordés à l'association ont fait l'objet d'un contrôle particulier, ces rubriques constituant une zone déterminante pour l'audit des comptes annuels. Un contrôle de justification des sommes enregistrées a

ainsi été réalisé, par rapprochement avec les éléments contractuels. Ce contrôle a permis de conclure à l'absence d'anomalie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 22 juin 2026

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Signé par Dan-David Gompel
Le 22 juin 2026



doc_MoMP
tx_APaKZKogPkLL

BILAN ACTIF

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Durée de l'exercice précédent : 12

		Exercice clos le Début d'exercice		31/12/2025		31/12/2024		
				01/01/2025		01/01/2024		
		Brut	Amorts. et dépréc.	Net	%	Net	%	
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)							
	Immobilisations incorporelles:	8 322	8 021	301	0%	939	0%	
	Frais de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	8 322	8 021	301	0%	939	0%	
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles:	269 135	244 150	24 984	3%	28 687	3%	
	Terrain							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	269 135	244 150	24 984	3%	28 687	3%	
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes							
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
	Immobilisations financières:	9 429		9 429	1%	11 225	1%	
	Participations							
	Créances rattachées à des participations							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts	9 264		9 264	1%	11 060	1%	
	Autres immobilisations financières	165		165	0%	165	0%	
TOTAL (II)		286 886	252 172	34 714	4%	40 851	4%	
ACTIF CIRCULANT	Stocks							
	Créances	Créances usagers et comptes rattachés	8 073		8 073	1%	9 475	1%
		Créances reçues par legs ou donations						
		Autres créances	192 051	11 429	180 622	19%	128 853	13%
		Charges constatées d'avance	2 428		2 428	0%	3 301	0%
	Vmp	Instruments financiers à terme et jetons détenus	336 825		336 825	35%		
		Disponibilités	401 469		401 469	42%	775 233	80%
TOTAL (III)		940 845	11 429	929 416	96%	916 863	96%	
Frais d'émission des emprunts (IV)								
Primes de remboursement des emprunts (V)								
Ecart de conversion et différence d'évaluation Actif (VI)								
TOTAL GENERAL (I à VI)		1 227 731	263 601	964 131	100%	957 714	100%	

BILAN PASSIF

		Exercice 2025		Exercice 2024	
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves	53 523	6%	53 523	6%
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	53 523	6%	53 523	6%
	Autres				
	Report à nouveau	428 769	44%	459 404	48%
	Excédent ou déficit de l'exercice	25 808	3%	-30 635	-3%
	Situation nette (sous-total)	508 101	53%	482 292	50%
AUTRES FONDS	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	76 570	8%	21 404	2%
	Provisions réglementées				
	TOTAL (I)	584 671	61%	503 697	53%
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	41 303	4%	52 428	5%
	TOTAL (II)	41 303	4%	52 428	5%
PROVISIONS	Provision pour risques				
	Provisions pour charges	67 682	7%	72 359	8%
	TOTAL (III)	67 682	7%	72 359	8%
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses	500	0%		
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	81 998	9%	161 926	17%
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	149 499	16%	123 246	13%
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	8 742	1%	11 551	1%
	Produits constatés d'avance	29 735	3%	32 508	3%
	TOTAL (IV)	270 474	28%	329 231	34%
	Ecart de conversion passif et différence d'évaluation Passif (V)	1	0%		
TOTAL GENERAL (I à V)		964 131	100%	957 714	100%

PRODUITS

		Exercice 2025	Exercice 2024	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	8 108	5 691	2 417	42%
	Ventes de biens et services	213 356	202 818	10 538	5%
	Ventes de biens				
	<i>dont vente en nature</i>				
	Ventes de prestations de service	213 356	202 818	10 538	5%
	<i>dont parrainages</i>				
	Produits de tiers financeurs	1 085 899	1 066 349	19 550	2%
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 074 244	1 054 735	19 509	2%
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
	Ressources liées à la générosité du public	6 505	3 797	2 708	71%
	<i>Dons manuels</i>	3 005	3 797	-792	-21%
	<i>Mécénats</i>	3 500		3 500	
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
	Contributions financières	5 150	7 817	-2 667	-34%
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	7 677	9 333	-1 656	-18%
	Produits de cessions d'immobilisations incorporels et corporels				
	Utilisations des fonds dédiés	25 407	20 627	4 780	23%
	Autres produits	1 692	7 219	-5 526	-77%
Total des produits d'exploitation (I)		1 342 139	1 312 036	30 103	2%
PRODUITS FINANCIERS	De participations				
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés	16 529	14 997	1 532	10%
	Reprises sur provisions, dépréciations				
	Différences positives de change				
	Produits des immobilisations financières cédées				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instrument de trésorerie				
Total des produits financiers (II)		16 529	14 997	1 532	10%
Total des produits exceptionnels (III)			27 058	-27 058	-100%
Total des produits (I à III)		1 358 667	1 354 091	4 576	0%
DEFICIT			30 635	-30 635	-100%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	220 320	219 727	593	0%
Bénévolat	40 887	43 764	-2 877	-7%
TOTAL	261 207	263 491	-2 284	-1%

CHARGES

		Exercice 2025	Exercice 2024	Variation	%
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes	358 009	395 468	-37 458	-9%
	Aides financières	11 478	15 886	-4 408	-28%
	Impôts, taxes et versements assimilés	40 503	47 454	-6 950	-15%
	Salaires	672 325	677 891	-5 566	-1%
	Cotisations sociales	219 900	207 849	12 051	6%
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 934	7 860	1 074	14%
	Dotations aux provisions		564	-564	-100%
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
	Reports en fonds dédiés	14 282	6 523	7 759	119%
	Autres charges	3 309	22	3 288	15158%
	Total des charges d'exploitation (I)	1 328 741	1 359 516	-30 775	-2%
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées	1 796		1 796	
	Différences négatives de change				
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instrument de trésorerie				
	Total des charges financières (II)	1 796		1 796	
	Total des charges exceptionnelles (III)		23 085	-23 085	-100%
	Participation des salariés aux résultats (IV)				
	Impôts sur les bénéfices (V)	2 322	2 125	197	9%
	Total des charges (I à V)	1 332 859	1 384 726	-51 867	-4%
	EXCEDENT	25 808		25 808	

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	220 320	219 727	593	0%
Prestations en nature				
Personnel bénévole	40 887	43 764	-2 877	-7%
TOTAL	261 207	263 491	-2 284	-1%

ANNEXE COMPTABLE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 964 131€ € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de tableau, et dégageant un bénéfice de 25 808 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01. 2025 au 31.12.2025.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales

Le Centre Social Culturel de Hautepierre entend être un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population du quartier de Hautepierre.

L'association a pour buts :

1. D'animer un Centre Social et Culturel, groupant dans les locaux appropriés, mis à disposition des habitants, un ensemble de services et de réalisations collectives à caractère social, éducatif, culturel, sanitaire et sportif.
2. D'organiser selon ses possibilités tous les services et les activités répondant aux besoins exprimés par les habitants du secteur géographique.
3. D'accueillir, de promouvoir et éventuellement d'associer tout groupement ou association dont les buts sont compatibles avec ceux du centre et qui adhère aux présents statuts.
4. De permettre aux personnes, grâce à ses services et activités :

De se rencontrer pour mieux se connaître et créer ainsi entre elles des rapports amicaux et confiants ;

De s'épanouir par le dialogue, L'expression et l'action créative ;

D'accéder ainsi à la promotion personnelle et collective par l'information, la formation et la prise de la responsabilité conformément aux principes énoncés par l'éducation populaire ;

De travailler dans une perspective d'animation globale pour favoriser un certain « esprit de quartier ».

L'association est à but non lucratif.

Pour répondre à ses objectifs, l'association est administrée par des bénévoles, emploie des salariés, loue ou bénéficie de locaux, a recours à des prestataires.

Elle contractualise et sollicite le soutien des collectivités territoriales et de l'Etat pour soutenir dans son fonctionnement.

2. Evénements significatifs et faits caractéristiques

Suite au départ à la retraite du comptable, une nouvelle comptable a pris ses fonctions le 10 juin 2025. Par ailleurs, suite à la démission d'une animatrice adultes familles, l'association a recruté une nouvelle salariée qui dispose des qualifications pour être référente familles. Il y a donc deux référentes familles qualifiées en poste actuellement. Enfin, un nouveau poste d'animateur·trice Accueil Collectif de Mineurs a été créé en septembre 2025 au sein du secteur enfance.

L'association a résilié le bail d'un local de stockage situé au 61 avenue Molière à Strasbourg en date du 13 mai 2025.

Une provision pour les indemnités de précarité des salariés en CDD a été créée dans les comptes 2025.

L'association a opéré une fermeture estivale partielle au public des locaux du Galet sur la période du 4 août au 14 août 2025

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au PCG, du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et aux règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.
- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

► ► Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

► ► Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Actifs	Durée (année)
Logiciels informatiques	de 01 à 03
Brevets	7
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10
Constructions	de 10 à 20
Agencement des constructions	12
Matériel et outillage industriels	5
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10
Matériel de transport	4
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10
Mobilier	de 05 à 10

►► Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

►► Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

►► Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

►► Indemnité de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué dans l'annexe.

►► Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

►► Contributions volontaires

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du smic en vigueur.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

4. Changement de méthode

« L'application du nouveau règlement comptable ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 à compter du 1er janvier 2025 constitue un changement de méthode comptable. Les nouvelles méthodes induites par ce règlement n'ont pas d'incidence significative sur le résultat, la situation financière ou le patrimoine de l'association au titre de l'exercice »

Ces incidences résultent exclusivement de changements de présentation et de classification, sans modification du résultat global de l'association. »

5. Notes sur le bilan actif :

►► Immobilisations :

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

Immobilisations	Valeurs à l'ouverture	Mouvements de l'exercice				Valeurs à la clôture
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Viremt poste à poste	Cessions	
Frais d'établissement						0
Donations temporaires d'usufruit						0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires						0
Autres	8 322					8 322
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 322	0	0	0	0	8 322
Terrains						0
Constructions sur sol propre						0
Instal. technique, matériel outillage industriels	154 561		1 679			156 240
Instal. , agencement, aménagement divers	38 404					38 404
Matériel de transport	27 138					27 138
Matériel de bureau, informatique et mobilier	44 439		2 914			47 353
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes						0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	264 542	0	4 593	0	0	269 135
Participations						0
Créances rattachées à des participations						0
Autres titres immobilisés						0
Prêts						0
Autres immobilisations financières	11 225				1 796	9 429
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 225	0	0	0	1 796	9 429
TOTAL	284 089	0	4 593	0	1 796	286 886

►► Amortissements et dépréciations d'actif :

Amortissements	Valeurs à l'ouverture	Mouvements de l'exercice		Valeurs à la clôture
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement				0
Donations temporaires d'usufruit				0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires				0
Autres	7 383	639		8 022
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 383	639	0	8 022
Terrains				0
Constructions sur sol propre				0
Instal. technique, matériel outillage industriels	136 968	4 990		141 958
Instal. , agencement, aménagement divers	38 404			38 404
Matériel de transport	27 138			27 138
Matériel de bureau, informatique et mobilier	33 345	3 305		36 650
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	235 855	8 295	0	244 150
TOTAL	243 238	8 934	0	252 172

►► Etat des créances :

Créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	9 429		9 429
Actif circulant & charges d'avance	202 552	202 552	
TOTAL	211 981	202 552	9 429

►► Provisions pour dépréciation

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en cours				0
Comptes de tiers	14 429		3 000	11 429
Comptes financiers				0
TOTAL	14 429	0	3 000	11 429

6. Notes sur le bilan passif

►► Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					0
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves	53 523				53 523
Report à nouveau	459 404	-30 635			428 769
Excédent ou déficit de l'exercice	-30 635	30 635	25 808		25 808
Situation nette	482 292	0	25 808	0	508 100
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	21 404		62 317	7 151	76 570
Provisions réglementées					0
TOTAL	503 696	0	88 125	7 151	584 670

►► Variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	52 428	14 282	25 407	0	0	41 303	0
VELO SANTE(nutrition)Etat-Ville	6 525	1 828	0			8 353	
DECOUV.CULTURE URB.Etat-Ville	81		81			0	
THEATRE POUR TOUS (mvt)Etat-Ville	3 401	0	1 643			1 759	
TERRITOIRE HAUT POTENTIEL Etat	5 309	0	3 517			1 792	
DEV.COMPT.INFORMATIQUE Etat-Ville	6 483	0	2 431			4 052	
EDUCATION A ENVIRONNEMENT Etat-Ville	6 952	0	4 422			2 530	
ACTION PATATES Etat-Ville	9 275	0	5 534			3 741	
MIEUX MANGER POUR TOUS Etat		5 508	0			5 508	
SEJOUR ENFANTS Etat-Ville	2 500		2 500			0	
ACCOMPT A LA PARENTALITE Etat-Ville	5 607					5 607	
PROMOTION BIEN ETRE Etat-Ville	835	0	835			0	
BIEN VEILLIR ENSEMBLE Etat-Ville	5 460		4 445			1 015	
ENSEMBLE BIEN ETRE JEUNE Etat		4 000				4 000	
CREA LIENS Etat-Ville		1 945	0			1 945	
ATELIER LUDO PEDAGO-NUMER Etat-Ville		1 000				1 000	
Contributions financières d'autres organismes	0	0	0	0	0	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	52 428	14 282	25 407	0	0	41 303	0

►► Provisions pour risques et charges

Provisions	Début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Fin d'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Provisions pour amortissements dérogatoires				0
Provisions autres				0
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0
Pour litiges				0
Pour garanties données aux clients				0
Pour pertes sur marchés à terme				0
Pour amendes et pénalités				0
Pour pertes de change				0
Pour pensions et obligations similaires	72 359		4 677	67 682
Pour impôts				0
Pour renouvellement des immobilisations				0
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				0
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				0
Autres				0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	72 359	0	4 677	67 682
Sur immobilisations				0
Sur stocks et encours				0
Sur comptes clients, usagers				0
Sur créances reçues par legs ou donations				0
Autres				0
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	72 359	0	4 677	67 682
Dont dotations et reprises	d'exploitation financières exceptionnelles	4 677		

►► Subventions d'investissement

Nom du financeur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
VILLE DE STRASBOURG	EQP 2019/1-2-3	0			0
VILLE DE STRASBOURG	MAT.PED.2020	5 424			5 424
CAF du BAS-RHIN/2021	Logiciel de pointage	2 814			2 814
VILLE/2021	Eqp.informatique/E.I	4 000			4 000
VILLE /2022	DIVERS EQP.	885			885
VILLE/2022	2 Défribrillateurs	3 422			3 422
VILLE/2023	Eqp.cuisine M.ENF.	3 452			3 452
VILLE/2024	Mobilier M.ENF.	6 781			6 781
VILLE/2024	Eqp.Informatique&e	2 255			2 255
CAF/2024	Rénov.Cuisine M.EN	5 121			5 121
CEA/2025	Equip informatique	6 000			6 000
VILLE/2025	Mobilier	47 674			47 674
VILLE/2025	Equip informatique	8 643			8 643
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		96 471	0	0	96 471

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Quote-part virée au résultat sur l'exercice	Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
VILLE DE STRASBOURG	EQP 2019/1-2-3				0
VILLE DE STRASBOURG	MAT.PED.2020	4 339	1 085		5 424
CAF du BAS-RHIN/2021	Logiciel de pointage	1 970	563		2 533
VILLE/2021	Eqp.informatique/E.I	3 000	1 000		4 000
VILLE /2022	DIVERS EQP.	443	221		664
VILLE/2022	2 Défribrillateurs	1 369	684		2 053
VILLE/2023	Eqp.cuisine M.ENF.	921	690		1 611
VILLE/2024	Mobilier M.ENF.	372	1 132		1 505
VILLE/2024	Eqp.Informatique&ent		751		751
CAF/2024	Rénov.Cuisine M.EN	337	1 024		1 361
					0
					0
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES AU RESULTAT		12 750	7 151	0	19 900

►► Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Echéance à moins 1 an	Echéances à plus 1 an et moins de 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses	500	500		
Fournisseurs	81 998	81 998		
Dettes fiscales & sociales	149 499	149 499		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	8 742	8 742		
Produits constatés d'avance	29 735	29 735		
TOTAL	270 474	270 474	0	0

6. Notes sur le compte de résultat

►► Concours publics et subventions

Autorités administratives	Motif de la subvention	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant	Montant enregistré sur l'exercice
CEA	Fonctionnement	64 305	64 305		0		64 305
CEA	Autres	5 393	5 393		0		5 393
CEA	Clas	600	600		0		600
VILLE	Ecole Musique	40 478	40 478		0		40 478
CAF	Fonctionnement	114 160	82 400		31 760		114 160
CAF	Autres	2 728	2 728		0		2 728
CAF	ACF Complémentaire	21 350			21 350		21 350
VILLE	Fonctionnement	400 000	400 000		0		400 000
VILLE	Contrats de ville	36 700	36 700		0		36 700
VILLE	Clas	2 326	2 326		0		2 326
ETAT	CEL	137	137		0		137
ETAT	Contrats de ville	45 700	45 700		0		45 700
ETAT	CLAS	3 000	3 000		0		3 000
					0		0
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		736 877	683 767	0	53 110	0	736 877

Autorités administratives	Motif du concours public	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant	Montant enregistré sur l'exercice
ASP	Remb.contrat aidés & s.civ.	12 060	9 287		2 773		12 060
FONJEP	Aides aux postes jeunes	14 214	14 214		0		14 214
CAF "CNAF"	Prestations de services	165 282	115 705		49 578		165 282
CAF du BAS-RHIN	ACF	57 300	55 300		2 000		57 300
CAF du BAS-RHIN	ALSH	65 394	60 739		4 655		65 394
CAF du BAS-RHIN	CLAS	15 965	7 699		8 266		15 965
					0		0
					0		0
					0		0
					0		0
TOTAL DES CONCOURS PUBLICS		330 215	262 944	0	67 271	0	330 215

7. Autres informations

►► Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagement assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 67 682 euros.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- Calcul basé sur le salaire en fin de carrière,
- Calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- La quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective

- Départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : lente
- Taux moyen d'augmentation des salaires 2.30%
- Taux d'actualisation retenu : 1.97 %
- Taux moyen de charges sociales : 38 %

►► Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

►► Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes		
	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2 (le cas échéant)
Honoraires afférents à la certification des comptes	7 416	
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité		
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité		
TOTAL	7 416	0

►► Effectif moyen

Effectif moyen	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	3,78	
Non cadres	13,90	
TOTAL	17,68	0

►► Evaluation des contributions volontaires en nature

Modalités de recensement, de quantification et de valorisation retenues :

Mise à disposition gratuite des locaux valorisés par la ville de Strasbourg* pour 220 320€

Bénévolat 2025 pour 40 889€

Répartition par nature de produits	N	N-1
Dons en nature*	220 320	219 727
Prestations en nature		
Bénévolat	40 887	43 764
TOTAL	261 207	263 491

Répartition par nature de charges	N	N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens*	220 320	219 727
Prestations en nature		
Personnel bénévole	40 887	43 764
TOTAL	261 207	263 491